

Des chiffres, des maudits chiffres

16 000 chez Maytag, 8 000 chez Delta Airlines, 10 000 chez Nortel Industries et des milliers d'autres dans les petites et grandes entreprises sises des deux côtés de la frontière canado-américaine. La parade douloureuse des annonces de mise à pied se poursuit.

La marée montante d'avis de renvoi insérés dans les enveloppes de paie d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord *devrait* être la principale priorité des législateurs à Ottawa et à Washington, DC.

Les *mises à pied massives* dans les entreprises manufacturières ainsi que les entreprises œuvrant dans les domaines de l'aérospatiale, du camionnage, de l'électronique et de la haute technologie forcent la main financière à nombre de grandes villes en plus de pousser les agglomérations moins peuplées vers un gouffre économique.

Les recettes fiscales produites jadis par une économie en santé sont remplacées par des déficits budgétaires et les *choix cruels* qui en découlent. Les élus municipaux doivent choisir entre la protection policière et la qualité de leur eau potable, entre un hôpital si nécessaire et du logement social tout aussi nécessaire pour les aînés.

Les deux pays les plus industrialisés de l'Amérique du Nord méritent de meilleurs choix.

Si nous ne modifions pas les politiques commerciales qui encouragent le transfert des emplois et des installations vers les pays en développement, nous serons probablement confrontés à plusieurs autres situations de ce genre. Même le Mexique, jadis la destination de choix de nombre d'entreprises américaines et canadiennes, est aujourd'hui boudé, car les salaires payés en Chine, Indonésie et Malaisie sont encore plus bas.

Les travailleurs nord-américains le doivent à leur famille, leur collectivité et leurs collègues de travail de se mobiliser et d'exiger de l'action pour protéger les emplois qui restent. Sinon, la douleur ne fera que s'amplifier.

